

Newsletter

Avril 2026

Agenda ESPT

- **Du 04/05/2026 au 08/05/2026** : Semaine européenne de la santé publique (EUPHW). Le thème principal de l'EUPHW 2026 est l'investissement pour une santé et un bien-être durable
- **Le 05/05/2026** : Assemblée générale de la SFSP, de 17h à 18h30
- L'école d'été de l'ISPED aura lieu **du 01/06/26 au 19/06/2026** à Bordeaux
- **Du 04/06/2026 au 05/06/2026** : à Mandelieu-la-Napoule Congrès Addictions, son thème sera « (Dé)passer les frontières : drogues, pratiques et sociétés en mouvement »
- **Du 11/06/2026 au 12/06/2026** : le 13ème congrès Réh@b' organisé par Santé mentale France se tiendra les Faculté de médecine et de maïeutique Lyon Sud
- **Du 17/06 au 18/06/2026** : Journées Aliments et Santé
- **Du 29/06 au 02/07/2026** : 23ème Université d'été francophone en santé publique de Besançon
- **Du 21/07 au 24/07/2026** : le 12ème congrès Adelf-Epiter se tiendra à Marseille sur la thématique « Santé, Environnement et Équité : Vers une Épidémiologie Intégrée »

22/09/2026 : L'Association pour la Prévention de la Pollution Atmosphérique organise à Paris la Journée Nationale FEES sur Périnatalité et santé : s'adapter aux nouveaux enjeux environnementaux

18/10/2026 : tenue d'Assises nationales sur la ménopause (annonce de Mme la ministre)

Du 19/11/2026 et 20/11/2026 : L'Université Polytechnique Hauts-de-France organise un colloque intitulé « L'Art de soigner : arts, humanités et pédagogies innovantes en formation de santé ».

GOUVERNANCE SANTE

Rapport d'information déposé en sur l'évaluation des politiques de santé environnementale (Mme Catherine Hervieu), n° 2689

Rapport d'information déposé en application de l'article 146-3 du règlement, par le comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques sur l'évaluation des politiques de santé environnementale, n° 2689, déposé le jeudi 16 avril 2026.

https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/17/rapports/cec/l17b2689_rapport-information#

En vue d'une généralisation des "guichets uniques" pour fin 2026, le gouvernement lance une mission flash

En déplacement dans le Loir-et-Cher vendredi dernier, la ministre de la Santé et la ministre de l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation, ont annoncé avoir confié une "mission flash" afin de "proposer les conditions de généralisation" d'ici fin 2026, des guichets uniques départementaux d'accompagnement à l'installation.

Concours pluripro 21 avril 2026

ECONOMIE DE LA SANTE

La pluri annualité en santé, une priorité stratégique de l'été 2027, Cercle Asclépios, Février 2026

Les politiques de santé souffrent d'un manque de vision stratégique et de programmation pluriannuelle. Les échéances électorales de 2027 doivent être l'occasion de répondre enfin à ce besoin de pluri annualité, selon un cadre général qui pourrait être celui défini dans la note.

<https://cercle-asclepios.fr/wp-content/uploads/2026/02/Asclepios-NOTE-pluriannualite.pdf>

Restes à charge invisibles des dépenses liées à la santé chez les personnes malades chroniques, en situation de handicap ou en perte d'autonomie :

Une enquête en ligne a été conduite auprès de 3 100 répondants. Le montant annuel moyen déclaré des restes à charge invisibles des dépenses liées à la santé (RACIDLS)était de 1 560 euros, avec une médiane à 640 euros. Les dépenses les plus fréquentes concernaient les médecines complémentaires, le petit matériel médical, ainsi que la nutrition et l'activité physique. Près de 53% des répondants déclaraient avoir renoncé à au moins un soin ou un produit non remboursé, cette proportion atteignant 69% chez les personnes aux revenus inférieurs à 2 000 euros par mois. Bien que l'échantillon ne soit pas représentatif, les résultats mettent en évidence des dépenses perçues comme essentielles, mais invisibilisées dans les indicateurs classiques.

https://beh.santepubliquefrance.fr/beh/2026/9/pdf/2026_9_2.pdf

ORGANISATION TERRITORIALE, ELUS ET INSTITUTIONS

Le CESE appelle à une mobilisation coordonnée des territoires pour anticiper les crises sanitaires

Le Conseil économique, social et environnemental (CESE) a adopté le 14 avril 2026 un avis intitulé « Crises sanitaires : prévenir, anticiper, coordonner ». Ce rapport souligne que la France sera inévitablement confrontée à de nouvelles situations exceptionnelles en raison du changement climatique, de la perte de biodiversité et des risques de zoonoses.

<https://www.lecese.fr/sites/default/files/communiqués/CP%20Avis%20Crises%20sanitaires%20-%20pre%CC%81venir%20anticiper%20coordonner.pdf>

Face aux enjeux climatiques, la « coopération interterritoriale » s'impose comme un levier d'investissement local

L'Agence France Locale, la banque des collectivités locales, et l'INET, viennent de publier, dans le cadre du partenariat noué entre l'AFL et le CNFPT, une nouvelle étude consacrée à la « coopération interterritoriale » comme levier de la transition écologique, et de l'investissement public local. Réalisée par des élèves de l'INET, cette étude met en lumière la capacité des acteurs locaux à s'organiser collectivement, au-delà des cadres administratifs traditionnels, pour financer et piloter des projets de transition.

<https://www.agence-france-locale.fr/app/uploads/2026/04/etude-inet-afl-2026.pdf>

Accès aux soins : la Fédération hospitalière de France publie un guide pratique pour les élus municipaux

Afin d'accompagner les maires et élus municipaux face aux enjeux croissants de santé sur leurs territoires, la Fédération hospitalière de France (FHF) a publié cette semaine un guide pratique intitulé : « La santé sur votre territoire : guide pour les élus municipaux ». Aujourd'hui, près de quatre Français .

<https://www.villesdefrance.fr/upload/1775570658738.pdf>

En Haute-Vienne, un dispositif porté par un centre associatif et le DAC permet de prendre le relais des aidants en difficulté

Inspiré du "baluchonnage", pratique québécoise pour prendre la place d'un aidant lorsque celui-ci est indisponible, le DAC 87 et le centre associatif La Marguerite, en Haute Vienne, se sont associés autour d'un partenariat innovant. Objectif : suppléer l'aidant à domicile grâce au service d'aide à domicile, associatif ou public.

Cloé-Ava Meininger Concours pluripro 10 avril 2026

Les Français plébiscitent les maisons de santé pluriprofessionnelles

Davantage de médecins et professionnels de santé sur leur territoire, mais également "une organisation qui leur simplifie réellement la vie" : c'est ce qu'attendent les Français, pour l'association AVECSanté qui fédère les maisons de santé pluriprofessionnelles (MSP). A l'heure de la négociation du futur label France Santé, ce réseau appelle à "transformer l'essai" en accélérant le déploiement de ces maisons dont la contribution à l'amélioration de l'accès aux soins et de la prévention est désormais reconnue.

https://www.banquedesterritoires.fr/les-francais-plebiscitent-les-maisons-de-sante-pluriprofessionnelles?pk_campaign=newsletter_hebdo&pk_kwd=2026-03-27&pk_source=Actualit%C3%A9s_Localtis&pk_medium=newsletter_hebdo

Menaces contre les agences sanitaires et environnementales. Qui veut saboter notre sécurité collective ?

Depuis plusieurs mois, les agences environnementales et sanitaires françaises sont la cible de prises de parole politiques, gouvernementales et parlementaires qui contestent leur rôle et leur légitimité, et d'attaques qui s'en prennent à leurs fonctions essentielles et à leur indépendance.

<https://www.actionsantemondiale.fr/menaces-contre-les-agences-sanitaires-et-environnementales-qui-veut-saboter-notre-securite-collective/>

Santé participative, Secpa, centres de santé AP-HM... "C'est ce modèle de médecine de ville qu'il faudrait développer"

Dans une tribune publiée chez "Alternatives économiques", Brigitte Dormont, professeure émérite d'économie à l'université Paris-Dauphine, appelle à développer la santé communautaire. Mais "l'organisation du financement des soins primaires en France, où domine le paiement à l'acte, rend difficile le déploiement de ce type de structure", regrette-t-elle.

<https://www.alternatives-economiques.fr/brigitte-dormont/il-faut-developper-la-sante-communautaire/00118235>

INEGALITES SOCIALES ET TERRITORIALES EN SANTÉ ET GENRE

6e baromètre Dons Solidaires « Hygiène & Précarité en France », Association Dons Solidaires, Avril 2026

<https://www.donsolidaires.fr/wp-content/uploads/2026/04/Presentation-IFOP-6e-barometre-Hygiene-et-precarite-Dons-Solidaires-2026-Site-web.pdf>

SANTÉ PUBLIQUE ET PREVENTION

Les Parcours du Cœur 2026 : agir ensemble pour la santé cardiovasculaire

Chaque année en France, les maladies cardiovasculaires causent environ 400 décès par jour. Elles représentent la première cause de mortalité chez les femmes et les personnes de plus de 65 ans, et la deuxième chez les hommes. Face à ce constat alarmant, la prévention apparaît comme une priorité absolue. Les collectivités locales ont un rôle clé à jouer en matière de prévention. À ce titre, les Parcours du Cœur, portés par la Fédération Française de Cardiologie, en partenariat avec l'AMF, constituent une opportunité concrète pour les communes de s'engager en faveur de la santé de leurs administrés.

<https://www.amf.asso.fr/documents-les-parcours-du-cur-2026-agir-ensemble-pour-la-sante-cardiovasculaire/43111>

Mai Violet : les communes en première ligne pour prévenir les cancers de la peau

Chaque année, le mois de mai devient « Mai Violet », une campagne nationale de sensibilisation dédiée à la prévention des cancers de la peau. À cette occasion, les collectivités territoriales sont appelées à se mobiliser aux côtés des professionnels de santé, des associations et des citoyens afin de diffuser des messages essentiels de santé publique.

<https://www.amf.asso.fr/documents-mai-violet-les-communes-en-premiere-ligne-pour-prevenir-les-cancers-la-peau/43129>

La nouvelle campagne de l'EFS pour faire du don de sang un réflexe citoyen

Le don de sang, de plasma et de plaquettes est un enjeu majeur de santé publique. Pourtant, malgré une prise de conscience réelle de son importance, le passage à l'acte reste encore trop rare. C'est dans ce contexte que l'Etablissement français du sang (EFS) lance une nouvelle campagne de communication grand public intitulée « Votre prochain don, c'est pour quand ? », avec une ambition claire : ancrer durablement le don comme un réflexe naturel chez chaque citoyen.

<https://www.amf.asso.fr/documents-votre-prochain-don-cest-pour-quand-la-nouvelle-campagne-efs-pour-faire-du-don-sang-un-reflexe-citoyen/42954>

Et si la santé publique se construisait avec les citoyens, dès maintenant ?

Vers une santé publique participative » a été réalisé par l'ASPQ, en collaboration avec le Centre d'excellence sur le partenariat avec les patients et le public, en partenariat avec le Sous-ministériat à la prévention et santé publique du Ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec (MSSS), ainsi que 9 citoyens.

<https://aspq.org/guide-pratique-vers-une-sante-publique-participative/>

La prévention en santé : de l'intervention clinique aux politiques publiques

À l'instar de plusieurs pays, le Québec est engagé dans des réorganisations du réseau de la santé et des services sociaux. Au nombre des défis auxquels le secteur de la santé est confronté, on compte la hausse grandissante des coûts de santé, la volonté gouvernementale de contenir les dépenses, des disparités sociales et économiques tenaces, le vieillissement et la diversification démographiques, la transformation numérique et les changements climatiques.

Plusieurs voix appellent désormais un virage en faveur de la prévention en santé. Les organisations de santé publique sont certainement les mieux placées pour contribuer à ce changement structurant. L'INSPQ répond à la question : qu'est-ce que la prévention dans une perspective de santé publique?

<https://www.inspq.qc.ca/sites/default/files/publications/3656-prevention-sante-politiques-sociales.pdf>

SANTE ET LUTTE CONTRE LES ADDICTIONS

Le guide du maire face aux drogues et aux conduites addictives

La Mission Interministérielle de Lutte contre les Drogues et les Conduites Addictives (MILDECA) et l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité (AMF) publient l'édition 2026 du « Guide du maire face aux drogues et aux conduites addictives », pour accompagner les maires face à l'évolution des conduites addictives. Ce guide actualisé vise à leur fournir des repères opérationnels et des outils concrets pour agir efficacement face à des pratiques addictives en mutation et à un narcotrafic désormais diffus sur l'ensemble du territoire.

<https://www.amf.asso.fr/documents-le-guide-du-maire-face-aux-drogues-aux-conduites-addictives-/43130>

SANTE ET VIEILLISSEMENT

Santé, grand âge : la Caisse des Dépôts mobilise des moyens et des partenaires pour dessiner une "trajectoire" souhaitable

Soutenabilité du système de soins, prévention, habitat et accompagnement des personnes âgées, innovations et numérique en santé... Ces enjeux décisifs pour les années à venir ont été au cœur de l'événement "Trajectoire santé et grand âge" organisé le 9 avril 2026, à l'invitation de la Caisse des Dépôts. L'occasion pour le groupe Caisse des Dépôts de présenter un premier point d'étape sur le déploiement de sa feuille de route Santé-Grand Âge, avec près de 6 milliards d'euros engagés en 2025 sur les 25 milliards prévus sur cinq ans.

https://www.banquedesterritoires.fr/sante-grand-age-la-caisse-des-depots-mobilise-des-moyens-et-des-partenaires-pour-dessiner-une?pk_campaign=newsletter_hebdo&pk_kwd=2026-04-17&pk_source=Actualit%C3%A9s_Localtis&pk_medium=newsletter_hebdo

Dépistage précoce et prévention de la perte d'autonomie : publication de deux textes sur le programme Icope

Publiés au Journal officiel du 19 mars 2026, un décret et un arrêté viennent préciser le contenu et les modalités de pilotage et de mise en œuvre du programme Icope de dépistage précoce et de prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées. Le déploiement de ce programme est inscrit dans la loi Bien Vieillir du 8 avril 2024 et la généralisation de l'étape 1 d'Icope, celle du repérage, avait été annoncée en juillet dernier

https://www.banquedesterritoires.fr/depistage-precoce-et-prevention-de-la-perte-dautonomie-publication-de-deux-textes-sur-le-programme?pk_campaign=newsletter_hebdo&pk_kwd=2026-03-27&pk_source=Actualit%C3%A9s_Localtis&pk_medium=newsletter_hebdo

Les résidences autonomie : avenir du bien vieillir et de l'accompagnement des fragilités ?

Les résidences autonomie, ex foyers-logement, structurent fortement l'offre d'habitat intermédiaire. Ces 2 260 établissements médico-sociaux proposent 120 000 places d'hébergement et accueillent aujourd'hui près de 100 000 personnes âgées fragiles dont une minorité en perte d'autonomie. Les résidences autonomie constituent ainsi la première offre d'un habitat dit intermédiaire entre le domicile et l'établissement, à côté des résidences services seniors, estimées à 972 en 2022, des établissements privés commerciaux qui relèvent du code de la construction et de l'habitation.

<https://www.credoc.fr/publications/les-residences-autonomie-avenir-du-bien-vieillir-et-de-laccompagnement-des-fragilites>

SANTE MENTALE

Tentatives de suicide : près de 7 personnes hospitalisées sur 10 sont des femmes, alerte la FHF

Alors que la santé mentale est consacrée Grande Cause nationale pour la deuxième année consécutive, "les signaux d'alerte se multiplient", alerte la Fédération hospitalière de France (FHF) dans une enquête publiée ce mercredi. Elle appelle à des "réponses concrètes et rapides" face à "cet enjeu majeur de santé publique" qui touche particulièrement les jeunes et les femmes.

Karen Ramsay-Concours pluripro 15 avril 2026

Santé mentale dans les quartiers : un sujet qui reste entier pour la politique de la ville

La santé mentale "souffre d'une faible prise en compte dans la politique de la ville", alors qu'il s'agit d'un enjeu prioritaire pour une majorité d'acteurs de terrain, selon l'Inter-réseau des professionnels du développement social urbain (Irdsu) qui a mené une enquête sur le sujet. Si des dispositifs tels que le conseil local de santé mentale existent, des progrès restent à accomplir pour sensibiliser, accueillir et accompagner les habitants, et en particulier les jeunes, sur ces enjeux.

https://www.banquedesterritoires.fr/sante-mentale-dans-les-quartiers-un-sujet-qui-reste-entier-pour-la-politique-de-la-ville?pk_campaign=newsletter_hebdo&pk_kwd=2026-03-27&pk_source=Actualit%C3%A9s_Localtis&pk_medium=newsletter_hebdo

Pourquoi la souffrance psychique des jeunes n'est pas une affaire individuelle

Symptômes anxiodépressifs, idées suicidaires... les données scientifiques s'accumulent pour confirmer que les causes de la souffrance psychique qui affecte de nombreux jeunes sont à rechercher davantage du côté de déterminants sociaux et de mutations qui bouleversent notre époque – à commencer par les réseaux sociaux auxquels les adolescents sont particulièrement vulnérables – que des facteurs individuels.

<https://theconversation.com/pourquoi-la-souffrance-psychique-des-jeunes-nest-pas-une-affaire-individuelle-278601>

URBANISME ET AMENAGEMENTS FAVORABLES À LA SANTE

Arbres en ville : sont-ils vraiment efficaces contre la pollution ?

Planter des arbres en ville est souvent présenté comme une solution simple pour améliorer la qualité de l'air. Mais que dit réellement la science ? Une synthèse récente d'Air Pays de la Loire apporte un éclairage utile pour mieux comprendre.

<https://www.atmo-france.org/actualite/arbres-en-ville-sont-ils-vraiment-efficaces-contre-la-pollution>

Le Conseil d'État lève l'interdiction de la vaisselle et des couverts en plastique dans les cantines

Ce n'est en rien une surprise : le syndicat professionnel Plastalliance, dont « le sport national (est) d'attaquer les décrets visant à limiter l'usage du plastique », selon les mots de l'ancienne ministre Agnès Pannier-Runacher, n'avait pas fait mystère de sa volonté de faire annuler une partie du décret du 28 janvier 2025 sur les contenants alimentaires en plastique. C'est chose faite, et ce n'est pas une bonne nouvelle pour l'environnement.

<https://www.amf.asso.fr/documents-le-conseil-detat-leve-interdiction-la-vaisselle-couverts-en-plastique-dans-les-cantines/43133>

Santé et alimentation : urgence nationale, réponse locale ?

Institut Montaigne, Margaux Tellier-Poulain et Lou Vincent, mars 2026

Que peuvent les maires en matière d'alimentation ? Au-delà du menu de la cantine, les acteurs locaux ont un rôle important à jouer, d'autant plus compte tenu de l'investissement relatif de l'État - dont témoignent les conclusions modestes de la Stratégie nationale sur l'alimentation, la nutrition et le climat publiée en février dernier. L'alimentation est pourtant un enjeu crucial qui touche à la santé et au pouvoir d'achat des Français et où se rejouent toutes les inégalités sociales, territoriales et générationnelles. Sauvegarde des commerces, régulation de l'affichage publicitaire ou maintien des terres agricoles dans le PLU : autant de leviers à actionner au niveau de la commune.

<https://www.institutmontaigne.org/expressions/sante-et-alimentation-urgence-nationale-reponse-locale>

Nutrition & obésité - Enjeux contemporains et propositions ordinales pour la protection du public

Ce document clarifie les rôles, les limites et les risques juridiques et déontologiques en nutrition et fournit un cadre pour repérer les dérives (compléments, régimes, réseaux sociaux, sectes) et sécuriser les orientations vers le soin.

<https://www.conseil-national.medecin.fr/sites/default/files/CNOM-SYNTHESE-DU-RAPPORT-NUTRITION.pdf>

Canicule : un nouvel appel à manifestation d'intérêt pour adapter les écoles

À mesure que les vagues de chaleur s'intensifient, leurs effets sur la santé deviennent de plus en plus préoccupants, en particulier pour les enfants qui figurent parmi les publics les plus vulnérables. C'est pour répondre à ces difficultés que le programme ACTEE (Action des Collectivités Territoriales pour l'Efficacité Énergétique) a lancé le projet RACINE consacré à l'adaptation des écoles aux canicules. Concrètement, le projet s'appuie sur des référents issus des collectivités, accompagnés et formés tout au long du processus afin de déployer des solutions adaptées au sein des écoles.

https://www.villesdefrance.fr/ondes_urbaines.php?o=936&id=7157

"One Health" : les villes, "au croisement des trois santés", appelées à prendre leur part

Lors du "One Health Summit" à Lyon, une coalition internationale de villes a été lancée pour diffuser ce message et inciter les collectivités à aborder de façon transversale des sujets tels que la qualité de l'air, l'alimentation durable, la gestion de l'eau, des espaces verts et des "espèces à enjeu pour la santé humaine". Le 14 avril 2026, le Conseil économique, social et environnemental (Cese) a également appelé dans un avis à accélérer la mise en œuvre de l'approche "Une seule santé" en s'appuyant sur les collectivités, pour mieux anticiper la survenue d'une prochaine crise sanitaire.

https://www.banquedesterritoires.fr/one-health-les-villes-au-croisement-des-trois-santes-appellees-prendre-leur-part?pk_campaign=newsletter_hebdo&pk_kwd=2026-04-17&pk_source=Actualit%C3%A9s_Localtis&pk_medium=newsletter_hebdo

One Health Summit - colloque scientifique - Synthèse des recommandations

Le colloque scientifique international « One Health One Science : repenser les santés » a été organisé par le ministère le 6 avril 2026, en collaboration avec l'ANSES et le CIRAD. Les recommandations issues de cette journée de travail sont à télécharger, en anglais et français.

<https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/sites/default/files/2026-04/synth-se-des-recommandations-issues-du-colloque-scientifique-du-one-health-summit-version-anglais-fran-ais---12-pages--39835.pdf>

SANTE ENVIRONNEMENT QUALITE DU MILIEU

Pollution de l'air : un coût sanitaire & économique colossal pour la société

Selon une étude menée par la Direction générale du Trésor, la pollution de l'air ne se limite pas à un enjeu environnemental ou sanitaire : elle constitue aussi un poids économique majeur. En traduisant ses effets en valeur monétaire, les économistes mettent en lumière un coût global qui se chiffre en centaines de milliards d'euros chaque année.

<https://www.atmo-france.org/actualite/pollution-de-lair-un-cout-sanitaire-economique-colossal-pour-la-societe>

Climat et qualité de l'air : des co-bénéfices concrets dans les territoires

Dans son rapport 2026, le Haut Conseil pour le Climat met en lumière un point structurant des politiques locales : les actions menées pour le climat peuvent aussi améliorer la qualité de l'air, à condition d'être pensées de manière intégrée.

<https://www.hautconseilclimat.fr/wp-content/uploads/2026/04/HCC-Territoires-07.04-web.pdf>

SANTE ENVIRONNEMENTALE : RISQUES

Lutte contre le frelon asiatique : le plan national officiellement lancé

Mathieu Lefèvre, ministre délégué chargé de la transition écologique, a lancé ce 27 mars le plan national de lutte contre le frelon asiatique. Doté de 3 millions d'euros par an, ce plan prévoit notamment de financer des formations et des moyens de lutte et de prévention engagés par les collectivités et les associations.

https://www.banquedesterritoires.fr/lutte-contre-le-frelon-asiatique-le-plan-national-officiellement-lance?pk_campaign=newsletter_hebdo&pk_kwd=2026-04-03&pk_source=Actualit%C3%A9s_Localtis&pk_medium=newsletter_hebdo

Le cadmium et la santé

Priorisation des leviers d'action pour réduire l'imprégnation de la population française selon une approche d'exposition agrégée, Avis, Anses, Mars 2026

<https://www.anses.fr/system/files/ERCA-2023-AUTO-0150-RA.pdf>

SANTE NUMERIQUE

Jeux vidéo : quels effets sur la santé mentale des adultes ?

Plusieurs études scientifiques récentes se sont intéressées à l'impact des jeux vidéo sur les émotions et le bien-être à l'âge adulte. Leurs conclusions, plutôt positives, réjouissent les médias.

<https://www.psycom.org/actualites/revue-de-presse/jeux-video-quels-effets-sur-la-sante-mentale-des-adultes/>

Résultats enquête nationale sur l'adoption et les cas d'usage de l'intelligence artificielle en santé

Le rapport présente les résultats d'une enquête nationale en ligne (10 février-10 mai 2025) auprès de 1 097 répondants complets issus majoritairement du secteur sanitaire, utilisateurs et fournisseurs de solutions d'IA. Il vise à mesurer le niveau d'adoption de l'IA en santé, identifier freins et accélérateurs et documenter des cas d'usage concrets, sans prétention de représentativité statistique exhaustive.

<https://www.hub-franceia.fr/wp-content/uploads/2026/02/Rapport-analyse-detaillee-enquete-adoption-IA-en-sante-Janvier-2026.pdf>

Pour 6 Français sur 10, une téléconsultation "a la même valeur" qu'une consultation en cabinet

Confidentialité des échanges, délais d'attente avant un rendez-vous, recours à la téléconsultation... Le baromètre annuel de Livi – qui a interrogé plus de 3.000 Français – révèle que pour près de 8 personnes sur 10 (77%), la téléconsultation permet de réduire "le renoncement aux soins".

Cloé-Ava Meininger Concours pluripro 8 avril 2026